

THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

Finistère, 7 août 1944 : enquête sur le massacre invisible de Gouesnou

Publié: 4 mai 2023, 16:56 CEST • Mis à jour le : 6 août 2023, 17:40 CEST

Dimitri Poupon

Docteur en Histoire contemporaine, Université de Bretagne occidentale



Photo de l'église de Gouesnou, incendiée par les Allemands dans la nuit du 12 au 13 août 1944. Photo prise entre 1944 et 1947. Auteur inconnu. Musée du patrimoine, Author provided

Le massacre d'Oradour-sur-Glane, au cours duquel 643 civils périrent, semble être l'unique grande tuerie des nazis que la mémoire collective a retenu en France. Pourtant, il en existe d'autres, tout aussi marquantes et traumatisantes pour des villages, des départements, des familles. Mais leur mémoire s'est au fil du temps étioyée pour laisser place à un unique symbole national de la barbarie nazie.

Le 7 août 1944, presque deux mois après Oradour, dans la petite commune de Gouesnou, dans le Finistère, à seulement huit kilomètres au nord de Brest, eut lieu le massacre de civils le plus important du Grand Ouest.

Quarante-trois personnes furent assassinées par des soldats de l'armée régulière du III^e Reich, plus précisément ceux de la *Kriegsmarine*, la marine de guerre allemande. Depuis près de 80 ans, cet évènement reste invisible ; pourquoi ?

C'est pour combler ce vide historique que j'ai entamé une thèse de doctorat, grâce notamment au concours financier de la municipalité de Gouesnou. Car depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, aucune recherche n'avait été entreprise sur cette tragédie. Mon enquête porte donc sur le déroulé et la mémoire de ce massacre.

Dans les semaines qui suivent le débarquement des Alliés sur les plages de Normandie le 6 juin 1944, la Bretagne est en effervescence.

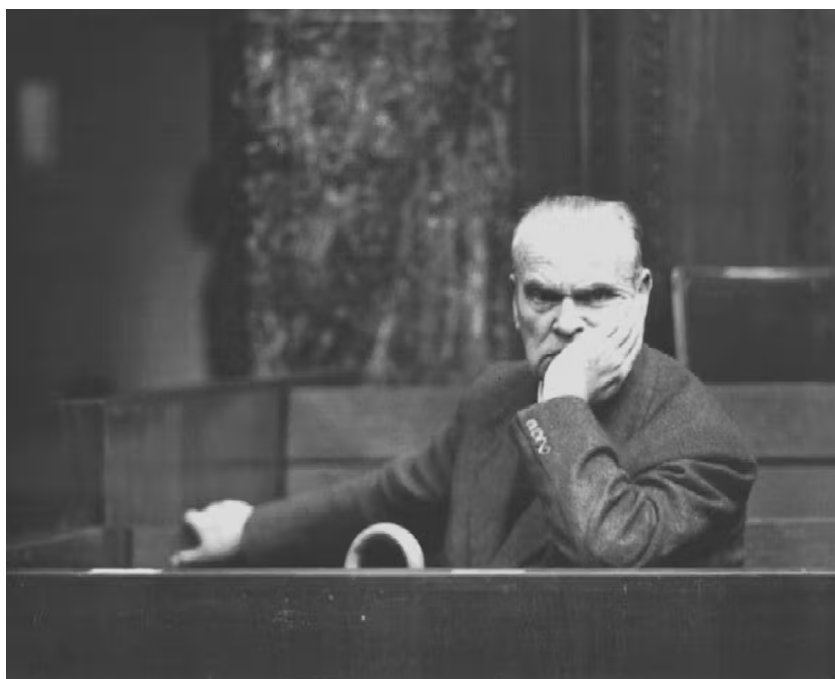
La Résistance locale s'active pour ralentir la montée des renforts allemands vers le front. Les civils trépignent d'impatience à l'idée d'être enfin libérés et les Allemands savent pertinemment que rester bloqués dans la péninsule bretonne sera synonyme de fin, car il leur sera alors impossible d'évacuer par la mer. Ils devront se battre jusqu'au bout, selon le mot d'ordre du Führer.

À partir de 1943, la dure répression allemande

La Bretagne est une région particulièrement active sur le plan de la Résistance depuis le 6 juin. Quelques maquis, comme à Saint-Marcel, dans le Morbihan, parviennent, non sans mal, à mettre en difficulté l'armée allemande.

La *Wehrmacht* (l'armée régulière du III^e Reich) ne supporte pas cette « petite guerre », cette guérilla de partisans, de « Terroristen » comme disent les Allemands. Alors, face à la Résistance, l'occupant sévit de plus en plus.

On est loin de l'état d'esprit du début de l'occupation. La répression touche alors essentiellement les communistes, les juifs et les résistants. À partir de 1943, lorsque la Résistance se montre plus active dans l'Hexagone, les autorités allemandes décident de franchir un cap et de faire des otages. Puis, en février 1944, le numéro deux de l'armée d'occupation en France, le général Hugo Sperrle, édicte une directive, qui porte d'ailleurs son nom.



Hugo Sperrle au procès de Nuremberg. Wikimedia.

Cette directive ordonne que toute unité allemande prise à partie par la Résistance devra procéder à des rafles d'otages, mais aussi fusiller les personnes suspectes et incendier leurs maisons. Et ce, sans ordre préalable de la hiérarchie militaire. « Les mesures prises, même excessives, ne pourront pas entraîner de sanction », précise même le texte.

C'est exactement ce qu'il s'est passé dans le hameau de Penguerec, sur la commune de Gouesnou, le 7 août 1944.

Pour comprendre l'enchaînement des événements, il faut revenir sur le contexte de cette fin de guerre dans la région. Lorsque l'armée américaine pénètre en Bretagne le 31 juillet 1944, elle est encore à plus de 300 kilomètres de Brest et de son port, qu'elle souhaite prendre intact. La rapidité est donc de mise.

[Près de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de The Conversation pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. [Abonnez-vous aujourd'hui](#)]

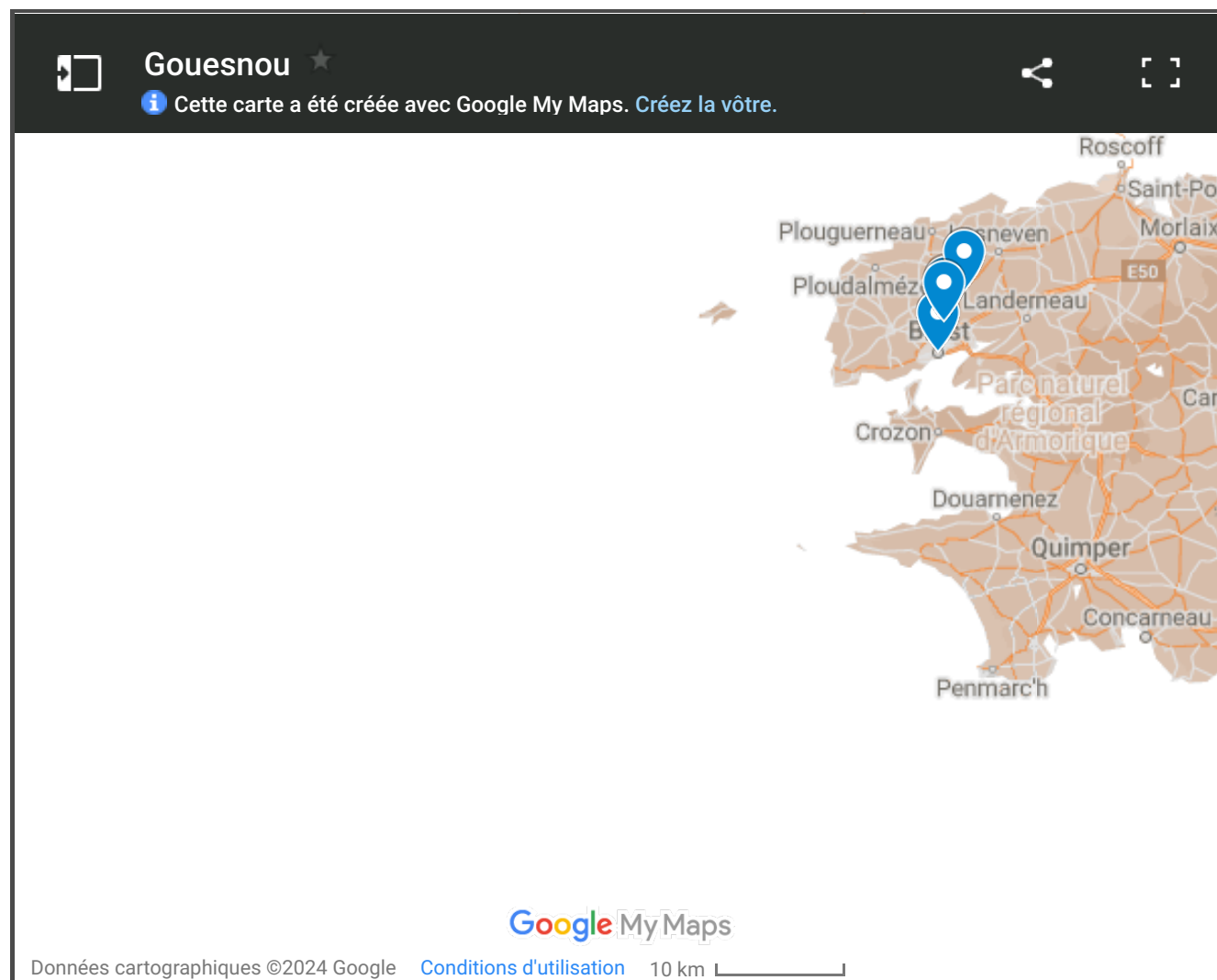
À Gouesnou, la vie suit son cours. Dans cette paisible commune de 1300 habitants, l'occupation s'est déroulée sans histoires. La Résistance y est même absente jusqu'en 1943, lorsque trois frères, Philippe, Jean et Gilles Prédour, décident de constituer un petit groupe d'une dizaine de personnes. Mais celui-ci a pour consigne de ne rien entreprendre avant la libération.

Le village n'est ni un maquis, ni une plaque tournante de la Résistance – et les Allemands le savent, puisqu'ils cohabitent avec les habitants depuis décembre 1940.

Une opération de résistance tourne au fiasco

Pourtant, tout va basculer en quelques heures seulement ce lundi 7 août 1944. Pour reconstituer les événements, je me suis majoritairement appuyé sur des témoignages écrits et oraux des témoins de la journée du 7 août, notamment ceux conservés aux archives départementales de l'Ille-et-Vilaine.

La veille au soir, les Américains sont à Plabennec, soit à 3 km au nord de Gouesnou. Le 7, une rumeur parcourt le bourg dans la matinée : les Alliés auront atteint Gouesnou en début d'après-midi.



C'est alors que les résistants FFI – Forces française de l'Intérieur- des frères Prédour, décident, en accord avec des parachutistes français largués dans le secteur trois jours plus tôt, de libérer la commune.

Pour cela, il faut déloger les trois ou quatre soldats allemands qui se trouvent en haut du clocher de l'église, poste de vigie pour surveiller les environs. Le groupe d'une dizaine de personnes attaque le beffroi en tout début d'après-midi, mais très vite, l'opération tourne au fiasco. Deux parachutistes sont tués, ainsi qu'un soldat allemand.

Depuis Gouesnou, les Allemands parviennent à contacter des renforts, situés au lieu-dit de Roc'h Glas, à 4 km au sud du bourg.

Au même moment et non-loin de là, coïncidence malheureuse, un jeune résistant, Pierre Phélep, accompagné de quelques amis, s'en prend justement à un projecteur de DCA (Défense contre aviation) appartenant à la batterie de Roc'h Glas, gardé par des soldats allemands. Il existait une dizaine de batteries de DCA autour de Brest ; leur mission était d'abattre les bombardiers alliés qui menaçaient la base sous-marine de l'armée allemande. Les projecteurs permettaient d'éclairer ces cibles.

L'attaque, qui n'était pas concertée avec celle de Gouesnou, se passe mal.

Vers 16h d'après les témoins, les Allemands se rendent à Penguerec, un hameau composé de trois fermes, à deux kilomètres au sud de Gouesnou. Ce lieu ne doit rien au hasard : dans l'une de ces fermes réside la famille de Pierre Phélep, tout juste 22 ans. Le jeune homme, également actif au sein d'un réseau qui distribue des journaux clandestins dans l'arsenal de Brest, s'y trouve.

Les Allemands, rendus furieux par l'attaque du projecteur DCA, incendient la ferme Phélep, mitraillent les deux autres maisons. Des grenades sont aussi jetées. Cette première exaction fait six victimes identifiées (dont Pierre Phélep et trois membres de la famille Phélep).

Dans le centre de Gouesnou, si les résistants et les parachutistes qui ont mené l'attaque du clocher ont réussi à prendre la fuite, les habitants, eux, persuadés encore, quelques minutes auparavant, de vivre les combats de la libération, sont abasourdis de voir la commune encore aux mains des Allemands.

Le maire, Jean-Louis Lamour, pressent qu'un malheur est imminent, comme il l'explique dans sa déposition de septembre 1948, consultable aux archives nationales, dans le fichier de la police judiciaire relatif aux meurtres et assassinats entre 1940 et 1950.

Il appelle ses concitoyens à rentrer chez eux et à se barricader. Mais il est trop tard : déjà, les soldats allemands forcent les portes des maisons. Une cinquantaine de Gouesnouiens sont arrêtés et rassemblés devant le mur d'enceinte de l'église, sous un soleil de plomb.

Puis les soldats allemands séparent les femmes et les enfants des hommes et décident d'acheminer ces derniers vers Penguerec. Les femmes et les enfants sont laissés dans l'expectative. Ils attendront le retour de leurs maris, pères, frères, en vain.

Les otages sont conduits vers Penguerec ; quelques autres civils sont raflés en chemin. Arrivés sur place, probablement vers 18h, la trentaine d'otages est placée face au spectacle macabre d'une ferme en flammes devant laquelle gisent des corps. Les Allemands les massacrent aussitôt, dans un déchaînement de violence.

« Hommes ordinaires » et violence inouïe

Les Gouesnouiens ont été obligés d'abandonner les dépouilles. Au bout de dix jours, les Allemands réquisitionnent trois paysans pour enterrer les corps. Le charnier ne sera inhumé qu'en janvier 1945 et les corps seront placés dans une fosse commune du cimetière.

À lire aussi : *Ukraine : comment les équipes médico-légales enquêtent sur les atrocités de Boutcha*

En plus d'un homme abattu chez lui à Gouesnou, ce sont 42 personnes, dont 9 n'ont jamais été identifiées, qui ont été assassinées par des membres de la *Kriegsmarine*, la marine de guerre allemande.

Car ce ne sont pas des membres de la Waffen-SS, tenants de l'idéologie nazie et réputés plus fanatiques, qui ont agi ici.



Ce reportage diffusé par l'ORTF en juin 1969 donne la parole à des rescapés du massacre d'Oradour-sur-Glane, au cours duquel 643 personnes périrent.

La Waffen-SS est responsable, entre autres, des massacres d'Oradour-sur-Glane, mais aussi de ceux, moins connus, de Tulle (Corrèze), d'Ascq (Nord), ou de Maillé (Indre-et-Loire).

Mais à Gouesnou, ce sont de simples soldats, « des hommes ordinaires », pour reprendre l'expression de l'historien américain spécialiste de la Shoah Christopher Browning.

Ces hommes ordinaires commirent ce jour-là un massacre d'une violence inouïe, preuve que des membres de la Wehrmacht ont eux aussi participé activement à la répression dans les territoires occupés.

Si les Gouesnousiens, qui commémorent chaque année cette tragédie, ne l'ont jamais oubliée, elle est pourtant passée sous silence depuis près de 80 ans. Pour quelles raisons ?



Cérémonie de commémoration du massacre de Penguerec, au monument aux morts de Gouesnou, le 7 août 2019. Auteur, Author provided

Premier élément de réponse, le massacre de Penguerec a été victime de la mémoire collective de sa région.

Un massacre invisibilisé par un « brouillard de guerre »

La Bretagne est un territoire très marqué par la forte présence de l'armée allemande et par l'implantation d'une Résistance précoce. L'engagement de nombreux Bretons dans les Forces Françaises Libres est aussi à noter : sur environ 73 000 FFL, 14 % étaient des Bretons. Dès juin 1940, des Français quittent les îles bretonnes pour rejoindre l'Angleterre, le plus emblématique de ces départs étant celui des 128 hommes de l'île de Sein en juin 1940.

Les terribles bombardements comme celui de Rennes en juin 1940, ou ceux sur Brest durant l'Occupation ont également marqué les esprits. D'autant que Brest a aussi été dévastée, à la libération, par 40 jours d'un siège qui eut pour point d'orgue l'explosion de l'abri Sadi Carnot, qui tua environ 400 personnes.

La mémoire collective s'est concentrée sur les faits de résistance et sur les immenses dommages subis par la cité du Ponant, laissant de côté le massacre de Pengerec.

Mais l'oubli de ce drame tient aussi à sa date. Le 7 août 1944, c'est le premier jour du siège de Brest, et Gouesnou se retrouve dans la tourmente des combats, totalement plongée dans un « brouillard de guerre ». On ne sait pas vraiment ce qu'il s'y passe. La nouvelle du massacre n'est donc pas relayée. Par qui pourrait-elle l'être ?

Ce 7 août, les principaux organes de presse que sont la *Dépêche de Brest* et l'*Ouest-Eclair* n'existent plus. Du côté des politiques, seul le maire est encore présent. Mais il n'y a plus ni préfet, ni député, ni sénateur, bref, aucune autorité pour se faire l'écho de cet événement.

A contrario, le massacre d'Oradour-sur-Glane est immédiatement médiatisé, car il a lieu 10 juin 1944, dans une région encore sous administration de Vichy, avec des médias pour relayer l'information, et dans un secteur très éloigné des combats.

Une fois la libération achevée (à Gouesnou, elle commence le 2 septembre, et se termine avec la capitulation de Brest le 19 septembre) et les Gouesnouiens revenus dans leur commune, aucune association de victimes ne voit par ailleurs le jour.

Aucun parti ou responsable politique ne se fait le porte-parole des familles. Or, à Oradour, le parti communiste, très présent en Limousin, s'empare du sujet.

Sidération et fatalité : « c'était la guerre, voilà tout »

À Gouesnou, priorité est donnée à la reconstruction, au relogement, à la recherche de nourriture. Le temps de la sidération viendra plus tard.



Des soldats américains dans Gouesnou, après la libération du bourg, en septembre 1944. L'association « Les amis du patrimoine de Gouesnou », Author provided.

Les Gouesnouiens vivent alors dans une sorte de fatalité. Ils ne cherchent pas, dans les années d'après-guerre, à comprendre ce qu'il s'est passé, ni pourquoi. Pour certains survivants que nous avons pu rencontrer, « c'était la guerre, voilà tout » ; « les gens en avaient marre d'en parler », comme nous l'ont confié Jeanne Goubin (née Jestin) et Marie-Thérèse Jestin en juin 2019.

Le massacre de Penguerec reste bien sûr très présent dans l'esprit de ceux qui l'ont vécu de près comme de loin, mais les rescapés n'évoqueront pas leur traumatisme.

Les enfants des victimes n'oseront pas non plus poser de questions : « On ne nous a rien raconté, on n'osait pas demander, on a tout appris avec les autres », relate Francine Phélep, nièce de Pierre Phélep, tué le 7 août.

Comme l'explique l'historienne Clotilde Vandendorpe dans son ouvrage sur la question, la problématique est la même à Maillé. « Pour certains psychologues et juristes, l'absence de procès et d'identification claire de coupables peuvent être vus comme une des causes qui conduisent les rescapés à ne plus parler des événements », analyse-t-elle.

Mais les motifs de cette invisibilisation sont aussi à chercher hors des murs de Gouesnou. Ainsi, il n'y a jamais eu, après la guerre, de véritable enquête judiciaire sur cet évènement. Aucun historien ne s'est penché sur ce drame, aucune personnalité politique locale ou nationale ne s'en est fait l'écho.

La raison est également politique, puisque dans la France d'après-guerre, les gouvernants, notamment Charles de Gaulle, ont voulu renouer des liens d'amitié forts avec l'Allemagne.

Et pour cela, il a fallu sciemment passer sous silence plusieurs des nombreux crimes nazis commis en France, comme celui de Gouesnou.



Nous proposons cet article dans le cadre du Forum mondial Normandie pour la Paix organisé par la Région Normandie les 28 et 29 septembre 2023 et dont The Conversation France est partenaire. Pour en savoir plus, visiter le site du Forum mondial Normandie pour la Paix.

